



DROIT DE REPONSE AUX INSINUATIONS CALOMNIEUSES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE

Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Dordogne,

Vous avez signé, ce mardi 3 octobre, un message transmis depuis la boîte aux lettres fonctionnelle de M DESHAYES-SURCIN ne mettant explicitement en cause aucune personne, ni organisation syndicale concernant de soi-disant « fausses informations » distillées auprès des agents et de la presse régionale. Cependant, vous ne l'adressez qu'aux organisations syndicales, les désignant de fait, une ou certaines d'ailleurs, responsable(s) de ces « colportages ».

Certains chefs de division (ainsi que chefs de postes et de services), destinataires du même message, sans esprit critique et sans hauteur de vue, ont cru opportun, de relayer le message à l'ensemble de leurs agents. Nous ne pouvons que dénoncer avec force cette pratique visant à jeter le discrédit sur la parole et les actions menées par nos organisations et leurs militants.

Les « fausses annonces » qui seraient colportées sont les suivantes :

- 1 - quatre trésoreries seraient pressenties pour être fermées très rapidement, et sans doute, dès 2019 ;
- 2 - le chef de poste de la trésorerie de Brantôme aurait proposé à la direction locale de fermer la trésorerie.

1 - Sur la première d'entre elles, force est de constater que, sauf à vous dédire, nous ne colportons aucune rumeur. En effet, à l'occasion de la rencontre informelle du vendredi 23 juin à laquelle vous nous aviez convié et qui visait à informer les représentants des organisations syndicales de l'annonce, entre autres, de la fermeture de la trésorerie de Mussidan au 1^{er} janvier prochain, vous avez explicitement évoqué les critères définis par vous même et vos équipes de direction pour garantir le maintien des trésoreries de proximité. Si nos souvenirs sont exacts, et croyez qu'ils le sont, vous avez précisé que deux critères étaient essentiels à vos yeux : les effectifs des trésoreries ne doivent pas être inférieurs à cinq agents (compris au sens large), plus le chef de poste, d'une part, et un enjeu financier substantiel qui doit se situer autour d'une moyenne nationale que vous n'avez pas explicité plus avant, d'autre part.

Vous avez également évoqué les opérations de « réajustement » opérées par la centrale quant à la charge de travail globale sur la mission SPL en Dordogne, qui se traduit par la suppression de 5,9 emplois par an, lissée sur cinq ans, et qui aura un impact certain sur le niveau de l'emploi dans nos trésoreries. Enfin, et c'est un comble de nous en faire grief, vous avez expressément désigné (une fois n'est pas coutume), et l'on ne peut vous faire le procès de l'opacité, les trésoreries qui, à vos yeux, étaient en danger à court ou moyen terme. De votre bouche, ont été nommées les trésoreries de Brantôme, Saussignac, Thiviers et Belvès.

Votre charge contre les organisations syndicales nous oblige à la plus grande transparence et nous n'oublierons pas d'évoquer que la pérennité de la trésorerie de La Force vous inquiétait au plus haut point, eu égard à l'augmentation de sa charge et au fait qu'elle s'est concomitamment portée volontaire pour une opération d'expérimentation sur la mission d'accueil sur rendez-vous !!

Lorsque la presse nous interroge, nous répondons et alertons par ce biais, les usagers et leurs représentants (les élus locaux) des projets destructeurs que vous menez au nom du fondamentalisme néo-libéral dont nos dirigeants et nos directeurs se font les plus ardents prédicateurs.

2 – Sur le point numéro 2, vous seriez inspiré de ne pas renverser les rôles. Nous ne sommes absolument pas à l'origine de la rumeur invoquée. Au contraire, c'est bien parce qu'une rumeur colportée par « on ne sait qui » est revenue jusqu'aux oreilles de militants syndicaux, que nous avons souhaité prendre l'attache auprès des premiers concernés et seulement auprès d'eux, les collègues de la trésorerie de Brantôme, afin d'en vérifier la véracité et le fondement. Et croyez bien qu'il n'est guère besoin de jeter de l'huile sur le feu des relations humaines au travail lorsque l'on fait fi de l'humain, et qu'on le considère comme une simple variable d'ajustement dans les grands tableaux de bord statistiques qui n'ont d'autre objectif que celui de liquider notre service public.

Eu égard à la gravité des accusations de génération de tensions entre agents et chefs de services, portées à l'encontre des organisations syndicales, et donc de leurs militants, qui mènent la lutte pour le maintien d'un service public de qualité et de proximité (notamment pour l'abandon du projet de fermeture de la trésorerie de Mussidan), pour le respect de tous les agents et pour l'amélioration des conditions de vie au travail, nous nous autorisons à diffuser ce droit de réponse à l'ensemble des agents de notre direction locale.